

**Vincent Dubois, la Culture comme vocation, Raisons d’agir, coll. « Cours & travaux », 2013, 202 pp.**

Note de lecture par Isabelle Charpentier, Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines – CSE, parue dans Politiques de communication, vol. 1, n° 2, 2014.

Après avoir analysé les conditions socio-historiques particulières de construction des politiques publiques culturelles dans l’Hexagone (Dubois, 1999), puis retracé leur institutionnalisation progressive, depuis le début des années 1960 (Dubois, Bastien, Freyermuth, Matz, 2012), Vincent Dubois a proposé une sociologie de pratiques culturelles et artistiques « populaires », perçues comme peu légitimes, celles de musiciens amateurs d’orchestres harmoniques (Dubois, Méon, Pierru, 2009). Dans son nouveau livre, *La Culture comme vocation*, le sociologue poursuit sa réflexion sur les transformations du fonctionnement du champ culturel, marquées par le « poids croissant d’activités gestionnaires, pour une part explicitement promues par l’intervention culturelle publique et, plus généralement, induites par des modes de financement à la fois plus nombreux et plus complexes » (p. 31), et qui vont progressivement aboutir à la création de nouvelles positions professionnelles spécialisées dans l’administration culturelle, éloignées du militantisme des premiers « animateurs culturels » (Dubois, 2006, p. 139- 162). Vincent Dubois s’intéresse ici plus spécifiquement aux caractéristiques sociales, aux trajectoires et aux aspirations de postulant-e-s toujours plus nombreux-ses aux carrières culturelles, pourtant réputées incertaines et risquées. Il livre pour la première fois une étude sociologique minutieuse de celles et ceux qui aspirent à faire profession d’une « vocation », la culture, ainsi que de la genèse sociale de ces vocations (1). En se centrant, en amont, sur les profils socioculturels (origine sociale, genre, passé scolaire), les capitaux hérités et/ou acquis (culturels, sociaux – relations dans le milieu culturel –, etc.), les prédispositions et expériences socialisatrices (familiales, scolaires, amicales...), les « investissements (relationnels, scolaires, culturels, etc.) » (p. 10), autrement dit sur les années d’apprentissage et de formation des prétendant-e-s aux métiers très diversifiés de l’administration culturelle (2), l’enquête propose un éclairage inédit sur ces métiers (d’)intermédiaires de la culture. Elle enrichit les travaux de sociologie des professions en général, et en particulier de celles qui reposent largement sur la notion de « vocation » (dans le secteur artistique, social, humanitaire, médical ou scolaire par exemple).

L’ouvrage part d’un constat en forme de paradoxe : l’attractivité grandissante des métiers du secteur culturel, souvent précaires, faiblement rémunérateurs et incertains en termes de carrière, qui bénéficient pourtant d’une « image valorisée et valorisante » (p. 9), en ce qu’ils garantiraient des formes d’« épanouissement » et de « liberté », tant professionnels que personnels. Supposant en effet un engagement personnel fort, ils sont souvent subjectivement investis dans une logique vocationnelle par des individus se vivant comme des « passionnés », « désintéressés » de rétributions qui seraient exclusivement matérielles. Il convient ici de souligner que Vincent Dubois pose d’emblée une précaution épistémologique majeure, précisant ainsi la méthodologie de l’enquête : « l’utilisation de ce prisme [vocationnel] ne vise pas à classer les orientations qui nous intéressent sous une rubrique univoque. Elle vise à ordonner les questions à partir desquelles on peut en rendre compte, sans poser a priori que toutes les trajectoires correspondent au modèle vocationnel mais plutôt en les interprétant à l’aune de cet idéal type » (p. 11). Le livre qui interroge ces représentations enchantées, s’articule autour trois questions centrales : qui sont ces prétendants à l’entrée dans les métiers de l’administration culturelle ? Pourquoi ont-ils fait ce choix ? Qu’investissent-ils dans cette perspective de carrière ? Plus précisément, quelles sont les

prédispositions (e.g. les capitaux culturels hérités familiale- ment et/ou acquis scolairement) dans leurs trajectoires sociobiographiques qui les incitent à élire une telle voie ? Quelles sont leurs aspirations ? Selon quelles logiques et sous quelles modalités se construit cette orientation professionnelle, et donc cette « vocation » ?

Pour répondre à ces questions, Vincent Dubois, fidèle à sa démarche antérieure de recherche, a combiné plusieurs techniques d'enquête, lui permettant de constituer un matériau vaste et diversifié. Il a ainsi d'abord mobilisé des techniques quantitatives. Compte tenu de l'absence de données sur les caractéristiques de l'ensemble des postulant-e-s aux métiers de la culture, il a choisi d'exploiter statistiquement les résultats d'un questionnaire auto-administré auprès d'un important échantillon de candidat-e-s en formation initiale à 19 masters 2 universitaires pluridisciplinaires, spécialisés dans la formation généraliste aux métiers de l'administration culturelle (3), âgé-e-s de 22 à 27 ans. Il a également procédé au retraitement et à l'analyse secondaire de données statistiques issues du ministère de la Culture, de la DARES, de l'INSEE et du ministère de l'Éducation nationale (p. 197 et s.). Ces premières objectivations statistiques lui ont en outre permis « d'équilibrer la proximité compréhensive liée à [son] expérience personnelle » (p. 192) du terrain étudié – sur ce point, *cf. infra*. Vincent Dubois a ensuite eu recours à des méthodologies qualitatives : l'analyse documentaire de 45 dossiers de candidatures de postulant-e-s à l'un des masters retenus dans le corpus, une cinquantaine d'observations réalisées en juin 2011 lors des entretiens de sélection du master « Politique et gestion de la culture » créé par Vincent Dubois à l'IEP de Strasbourg, enfin une vingtaine d'entretiens. Réalisés par une étudiante venant d'achever un master recherche en sciences sociales, afin qu'ils ne s'apparentent pas à un oral formel de sélection mais se rapprochent « de discussions ordinaires entre étudiants » (p. 200), ils ont ciblé des candidat-e-s, reçu-e-s ou non après les épreuves de sélection, ainsi que des étudiant-e-s inscrit-e-s dans les masters, et « sélectionnés sur la base des résultats du questionnaire, moins dans un but de représentativité statistique que de diversification des profils » – p. 199. Le détail précis du recueil et des modalités d'exploitation de ces données est présenté dans une passionnante annexe de l'ouvrage (p. 191-200), où l'auteur esquisse une réflexion – et ce fait est assez rare, somme toute, dans les travaux de sciences sociales, pour être salué – sur les effets de son rapport de grande proximité avec son objet d'étude – *cf. infra*.

Le premier chapitre du livre retrace l'espace des professions extrêmement variées liées à l'administration et à la gestion culturelles – l'auteur parle de « “nébuleuse professionnelle”, c'est-à-dire un ensemble faiblement objectivé de positions et d'activités interdépendantes » (p. 12) ou encore, à la suite de Didier Demazière et Charles Gadéa (2009), d'un « groupe professionnel » (p. 12) hétérogène en termes de statut, de conditions de travail et de rémunération –, l'évolution et les caractéristiques de cet univers professionnel, ainsi que l'espace des formations qui y préparent. Vincent Dubois montre comment et pourquoi les métiers très divers de la culture, aux contours et contenus particulièrement incertains, mal définis, flous et mouvants (4), sont, pour cette raison même, devenus attractifs pour des individus aux trajectoires sociales et scolaires variées. Il resitue cette attractivité dans « l'espace des possibles professionnels », en envisageant les administrateurs culturels « du point de vue de leur position dans l'espace social » (p. 12 et 31-37). Hétérogène en termes de statut (on y trouve des « titulaires de la fonction publique [notamment territoriale], contractuels, emplois associatifs, emplois “classiques” » – p. 43), souvent instable en termes de contrat de travail (importance des contrats précaires et donc des périodes de chômage plus ou moins fréquentes et longues, mais aussi du temps partiel) et plutôt mal rémunéré (p. 37 et s.) quoique de plus en plus professionnalisé depuis le début des années 1990, l'emploi culturel a néanmoins connu un fort essor quantitatif en Europe occidentale au

cours des trente dernières années, pour représenter 1,7 % à 2 % de l'emploi total en France en 2009 (p. 28). Cette croissance est notamment liée à l'apparition de nouvelles positions professionnelles – et ce, au-delà des querelles de définition, de frontières, de classification et de mesure. Avec des « droits d'entrée » (Mauger, 2006a et 2006b) qui demeurent « faiblement codifiés » (p. 44 et s.) et des voies d'accès multiples – *i.e.* sans obligation de compétences spécialisées certifiées scolairement –, plus ou moins prestigieuses toutefois, cet univers incertain a suscité de nombreuses « vocations », largement encouragées depuis le milieu des années 1980 par le développement exponentiel d'une offre encore non unifiée de formations majoritairement universitaires – les seules étudiées ici – « professionnalisantes » et (très) sélectives, qui préparent – plutôt avec succès en termes d'insertion professionnelle – à des métiers d'encadrement dans le domaine de la gestion et de l'administration culturelles (p. 51 et s.). En suggérant un avenir professionnel atteignable, ces formations, qui contribuent « à créer la demande en même temps qu'à façonner les projections professionnelles » (p. 20), jouent aujourd'hui un rôle de plus en plus important, en ce qu'elles ont « contribué à intensifier la concurrence pour l'accès aux postes et en [ont] modifié les termes, en diffusant un capital scolaire spécifique qui n'existait pas jusqu'alors » (p. 44). Toutefois, ce contexte favorable ne suffit pas, à lui seul, à faire naître des vocations. Encore faut-il pour cela qu'il rencontre « les dispositions d'agents susceptibles de transformer ces conditions objectives et collectives en aspirations subjectives et individuelles » (p. 65).

Le deuxième chapitre de l'ouvrage s'intéresse donc aux caractéristiques sociologiques des étudiant-e-s prétendant aux métiers de l'administration culturelle. Sans minorer l'hétérogénéité des parcours sociaux et scolaires des candidat-e-s, Vincent Dubois insiste sur l'importance des effets liés au genre en soulignant la place prépondérante des femmes – elles représentent ainsi 85 % des candidats et 80 % des inscrits des masters d'administration culturelle (p. 66) (5) –, tout en combinant cette variable avec d'autres, dans une perspective intersectionnelle : ces métiers de l'administration culturelle et les formations qui y préparent attirent majoritairement (même si dans des proportions variables) des héritiers culturels et/ou sociaux (« près d'un étudiant sur deux (plus de 45 %) [...] est enfant de cadre ou profession intellectuelle supérieure » – p. 73 – et « seulement 12 % des candidats sont issus des classes populaires » – p. 130), mais aussi, à un degré moindre, des transfuges boursiers – ils « appartiennent aux fractions cultivées des catégories supérieures, ou au moins à la frange supérieure des classes moyennes » (p. 12) –, sur-sélectionnés scolairement et socialement par rapport aux travailleurs culturels des générations précédentes. Familialement prédisposés à s'intéresser à la culture et à l'art et fortement pourvus en capitaux culturels acquis en propre (nombre d'entre eux ont développé ou développent encore d'intenses pratiques culturelles et/ou artistiques amateurs, activités dont on sait par ailleurs qu'elles sont largement féminisées), les postulants sont aussi de mieux en mieux dotés scolairement, même s'ils sont souvent issus de filières littéraires et artistiques ou de sciences humaines et sociales (plus ou moins) dévaluées, au sein desquelles ils sont en outre de plus en plus incités à se « professionnaliser ». Se (re)diriger vers les métiers de l'administration culturelle constitue d'ailleurs aussi une manière de lutter comme la démonétisation du seul capital littéraire sur le marché du travail, tout en étant compatible avec les intérêts et goûts initiaux.

Le troisième chapitre revient plus spécifiquement sur ce que Vincent Dubois, à la suite de Charles Suaud, appelle « le travail de la vocation » (Suaud, 1978), autrement dit « la transformation des conditions en motivations » (p. 91), et sur les sens investis par les postulant-e-s dans le choix de s'orienter vers un métier de l'administration culturelle. S'il s'agit, dans une majorité de cas, non d'un choix d'orientation par défaut, mais d'une élection délibérée et assumée

comme telle, l'engagement, fondé sur un goût général pour « la culture », se fait davantage par l'investissement du secteur culturel dans son ensemble, qui suscite un attrait, que par l'élaboration d'un « projet » professionnel précis, encore moins par le choix d'un métier défini bien spécifique. Loin du dilettantisme, ce « flou » fréquent des projections d'avenir peut révéler « une anticipation réaliste de trajectoires à venir qu'il est précisément difficile d'anticiper » (p. 112), compte tenu, on l'a vu, de l'indétermination intrinsèque qui caractérise cet univers professionnel. En outre, une telle orientation relève plutôt de l'élection d'« une troisième voie » entre l'enseignement, perçu « comme repoussoir » – en particulier lorsqu'il constituait un avenir probable et face à la dévaluation du seul capital littéraire – (p. 118 et s.) (6), et les mondes de l'art, sur la base fréquente d'une vocation artistique initialement/idéalement envisagée, contrariée, avortée et/ou reconvertie « sous une forme devenue plus “raisonnable”, c'est-à-dire ajustée aux contraintes qui avaient pu précédemment et temporairement être mises entre parenthèses » (p. 125). Cette aspiration artistique initiale (plus ou moins réalisée et avec un succès variable) peut en outre être combinée et/ou perçue comme complémentaire et/ou homologue de l'exercice d'un métier culturel, la gestion de projets culturels pouvant ici, à l'occasion, être appréhendée comme une seconde compétence nécessaire en vue d'aider et de promouvoir la création artistique de l'individu lui-même. Une telle orientation professionnelle « floue » répond enfin à des logiques sociales plus générales : elle peut en effet reproduire des logiques professionnelles familiales, actualiser (de manière réaliste ou non) des espoirs de mobilité sociale ascendante, être sous-tendue par une tentative (plus ou moins illusoire) de lutte contre le déclassement social dans un contexte d'inflation des titres scolaires, de leur rentabilité moindre sur le marché du travail et de montée du chômage des jeunes, et/ou répondre à un désir de réalisation personnelle dans un travail perçu comme permettant l'affirmation de soi, de ses goûts, de ses valeurs, de son rapport au monde, etc. Et il s'agit souvent en effet d'une combinaison de ces raisons qui suscite ce que Vincent Dubois nomme, *in fine*, « des vocations de crise », hypothèse centrale de l'ouvrage, dont il s'emploie à retracer, sur un cas spécifique d'orientation, la genèse sociale : « l'incertitude croissante des enfants des classes moyennes et supérieures quant au maintien de la position de leurs parents, et ce malgré l'allongement de la durée des études, [...] [peut] conduire à viser des secteurs professionnels qui, comme celui de l'administration culturelle, sont suffisamment indéfinis pour entretenir l'espoir d'y trouver sa place, et au moins pour adoucir ou différer la sanction en cas d'échec, en même temps que suffisamment valorisés pour permettre le cas échéant des formes de réassurance symbolique [...] qui conjurent le risque d'un sentiment de déclin » (p. 23). Nul doute qu'une telle hypothèse, avancée ici pour les postulant-e-s aux métiers de la culture, trouverait un écho si l'on procédait à une étude minutieuse des « motivations » d'étudiant-e-s prétendant à d'autres filières professionnelles, comme celles qui conduisent aux métiers de la communication ou de l'humanitaire pour ne retenir que ces deux exemples...

Enfin, le quatrième et dernier chapitre de l'ouvrage démontre que « la genèse sociale de ces “vocations de crise” n'est pas sans conséquences sur le sens que les agents attribuent à l'occupation de tels métiers ni sur la manière dont ils les envisagent » (p. 23). Vincent Dubois souligne l'hétérogénéité des dispositions culturelles des postulant-e-s à cet univers professionnel et l'ambivalence corollaire de leurs rapports complexes à des mondes de la culture et de l'art par ailleurs de plus en plus soumis à des contraintes économiques et à des logiques marchandes. Loin de témoigner de l'effacement parfois prophétisé de toute hiérarchisation des goûts et pratiques culturels – nonobstant le jeune âge des candidat-e-s –, ces dispositions diverses, qui oscillent selon les trajectoires entre légitimisme culturel et éclectisme (7), peuvent d'abord leur permettre

de multiplier leurs chances d'insertion professionnelle dans des domaines culturels variés. En outre, et sans que ce point soit réellement développé dans l'ouvrage, elles témoignent également de l'anticipation de logiques professionnelles écartelées depuis plus de trois décennies dans une tension permanente entre stratégies de distinction culturelle et impératifs de divulgation de la culture (cf. p. 162-163). En ce sens, et dans la lignée de travaux antérieurs (Coulangeon, 2010 et 2011 ; Coulangeon, Duval, 2013 ; Fabiani, 2007), les pistes de réflexion proposées par cette recherche permettent aussi, sous un angle spécifique (côté – futurs – professionnels « offreurs » de culture), d'affiner et de prolonger la thèse de la légitimité culturelle proposée par Pierre Bourdieu (8). Dans bien des cas, ces dispositions diverses donnent aussi aux postulant-e-s l'opportunité de « ré-enchanter » le rapport anticipé à un travail intellectuel, en l'éloignant du « "travail aliéné" théorisé par Marx » (p. 10), en le concevant (à tort ou à raison) comme « une source de satisfactions multiples, grâce au contenu et à l'intérêt de l'activité, aux relations sociales qu'il permet de développer [e.g. une forme d'entre-soi cultivé], au mode de vie [bohème] qui lui est associé, [...] au statut et au prestige qu'il permet d'acquérir » (p. 10, 171 et 186) ou à la part de liberté dans l'organisation du travail. Cet espoir de rétributions (plus ou moins) symboliques en lien avec « l'épanouissement » personnel compenserait la faiblesse anticipée (et durable) des gratifications monétaires. Selon les trajectoires, ces dispositions peuvent enfin permettre d'entretenir la croyance, en faisant de la culture profession/mission, de pouvoir intervenir concrètement dans le monde social, « innover », « faire bouger les choses », « venir en aide (aux artistes, au public) ou encore [...] travailler pour un bien commun (comme la création ou la diffusion des œuvres) » (p. 186), et de faire ainsi de la politique « autrement » (p. 177 et s.) et/ou « d'échapper individuellement à la dureté du système capitaliste » (p. 24). Ce que Vincent Dubois cherche à démontrer, à la suite de Pierre Bourdieu, dans ce chapitre stimulant, c'est qu'« au travers de la culture s'expriment, fût-ce de manière sublimée, voire déniée, les principes de vision et de division de l'espace social et les manières d'y définir sa place ». En ce sens, « l'orientation vers une profession culturelle révèle, de manière peut-être plus nette que d'autres, l'articulation des préférences (esthétiques, éthiques ou politiques) qui définit le rapport au monde social des agents qui s'y engagent » (p. 149).

Reste que, comme Vincent Dubois l'affirme lui-même dans la conclusion de l'ouvrage (p. 186 et s.), il serait intéressant, pour prolonger l'ensemble de ces résultats, d'entreprendre une autre enquête, en aval cette fois de la formation, qui analyserait comment se poursuit, en s'approfondissant ou en s'infléchissant, ce « travail de la vocation » en situation d'emploi dans une administration culturelle. Les candidats sont-ils parvenus à trouver une embauche dans ce secteur et dans quelles conditions ? Quelles positions professionnelles y occupent-ils/y ont-ils successivement occupé ? Dans quelle mesure les espoirs des postulant-e-s se sont-ils réalisés ? Pour quel(s) type(s) d'agents ? De plus, certaines hypothèses, énoncées par l'auteur, gagneraient sans nul doute à être plus spécifiquement testées : ainsi par exemple, le présent travail a montré « la combinaison, dès les candidatures aux formations spécialisées, d'une forte sélection à la fois sociale et scolaire, dont il y a tout lieu de penser qu'elle se rejoue à la sortie de la formation. Dès lors, l'exigence croissante de certification scolaire ajoute un filtre supplémentaire sans doute plus qu'elle ne permet l'ouverture sociale du recrutement, en remplaçant le rôle des capitaux liés à l'origine par celui des diplômes » (p. 186). De même, il conviendrait de « reconstituer l'évolution [du] rapport [enchanté] au travail au fil du temps et de la succession des positions qui dessinent la carrière [...], [des] configurations d'activités associées à chacune de ces positions (les différentes tâches assurées dans ces fonctions souvent polyvalentes). C'est ainsi qu'on pourrait retracer les déplacements d'une fonction à l'autre [...], d'un type d'institution à l'autre [...], ou d'un secteur à

l'autre [...] qui dessinent la cartographie des carrières. Une telle cartographie offrirait en même temps le moyen d'objectiver l'espace pertinent des positions définissant l'administration culturelle, ce qui constitue le préalable nécessaire à une étude morphologique de ce groupe professionnel encore largement à faire » (p. 188). On le voit, les pistes de recherches ultérieures ouvertes par cette enquête sont multiples et particulièrement stimulantes.

Si certains résultats n'apparaissent, au final, guère surprenants, le travail documenté, précis, nuancé et très accessible réalisé par Vincent Dubois présente le grand mérite d'attester dorénavant ces tendances d'un point de vue scientifique. En ce sens, il devrait intéresser bien sûr les (futur-e-s) professionnel-le-s de la culture dont il analyse sociologiquement pour la première fois les dispositions, expériences socialisatrices, aspirations et formations de manière rigoureuse et synthétique, les responsables pédagogiques, universitaires et professionnels, investis dans les formations à l'administration culturelle auxquels il livre de précieuses clefs pour comprendre les « motivations » de leurs étudiant-e-s, mais aussi tous les chercheurs dont les travaux portent sur la sociologie des professions (vocationnelles), de la culture et de l'art, de leurs métiers et de leurs pratiques, et peut-être sur-tout ceux dont les recherches se concentrent sur la sociologie du système d'enseignement supérieur, ses transformations et les effets de celles-ci, notamment sur les orientations professionnelles.

D'un point de vue méthodologique, l'articulation contrôlée et raisonnée de matériaux quantitatifs et qualitatifs démontre une nouvelle fois sa pertinence heuristique. Si, comme on l'a déjà noté, l'objectivation statistique a permis de mettre à distance les biais que pouvait induire la forte familiarité du chercheur avec son objet d'étude, la sélection du corpus de candidat-e-s et inscrit-e-s sollicité-e-s pour un entretien a été réalisée sur la base des résultats du questionnaire, en vue précisément d'affiner les résultats statistiques et de tenir compte de la diversité des profils. Ces entretiens ont ainsi permis de nuancer « l'image d'orientations programmées qui pourrait ressortir de la lecture littérale des réponses à un questionnaire qui, associé à la candidature elle-même, incite vraisemblablement à la rationalisation [...] [et] à la mise en cohérence, pour soi, pour son entourage et le jury de sélection » (p. 100), puisque, pour augmenter le nombre de retours, les postulant-e-s devaient répondre au questionnaire anonyme mis en ligne, diffusé *via* les masters retenus dans l'échantillon, en même temps qu'ils remplissaient leur dossier de candidature. Loin du florilège, les extraits d'entretiens présentés au fil de l'ouvrage permettent en outre d'appréhender au concret les représentations des postulant-e-s, ce qui constitue l'un des autres mérites du livre.

On y ajoutera l'effort fait par l'auteur dans les premières pages de l'annexe (p. 191 et s.) pour objectiver son rapport à l'objet. Cette démarche – rarement rendue publique – est d'autant plus intéressante qu'elle fournit au sociologue l'occasion de préciser les enjeux et les effets d'une grande proximité et, en l'espèce, d'empathie, avec l'objet de l'enquête. Vincent Dubois révèle ainsi qu'en tant qu'étudiant, il avait été lui-même un temps tenté, en choix de « repli », par les métiers de l'administration culturelle si son projet de faire une thèse et de s'engager dans l'enseignement et la recherche n'avait pas abouti. Tout comme ses aspirations (initiale et « de rechange »), le choix de travailler, dans sa thèse de science politique, sur la construction des politiques culturelles en France (Dubois, 1999) – enquête qui l'a « amené à fréquenter régulièrement les milieux de l'administration culturelle » (p. 191) –, mais aussi le fait d'avoir été lui-même, à de nombreuses reprises et sous des modalités diverses, partie prenante, en tant qu'enseignant, de formations aux métiers de la culture – fondant ainsi une forme régulière de « participation observante » (p. 192) –, sont à rapporter aux dispositions initiales du sociologue,

elles-mêmes liées à des caractéristiques sociales et scolaires qui le rapprochent des postulant-e-s étudié-e-s dans son nouvel opus (« bac littéraire, formation pluridisciplinaire, engagement important dans des activités culturelles depuis l'adolescence » – p. 191). De fait, la recherche qu'il présente aujourd'hui « est pour une part le résultat de la conversion d'un investissement pédagogique en intérêt scientifique » (p. 192). Un tel parcours et la familiarité « indigène » avec l'objet d'étude qu'il induit, facilitant « l'accès à des matériaux et à des informations qu'il aurait été plus difficile d'obtenir pour un observateur totalement extérieur » (p. 192), ne sont évidemment pas sans effets sur les interprétations que le sociologue propose des trajectoires et aspirations des candidat-e-s qu'il étudie, et favorise même, selon lui, la distanciation critique. Même s'il ne s'agit là que d'une esquisse auto-réflexive – mais tous les chercheur-e-s en sciences sociales savent combien un travail plus approfondi est complexe, d'autant plus s'il a vocation à être publié (voir Naudier, Simonet, 2011) ! –, ces remarques de l'auteur permettent au lecteur de mieux appréhender le privilège épistémologique que peut représenter, si elle est maîtrisée, une grande proximité avec l'objet d'étude, mais aussi d'envisager les difficultés qu'elle est également susceptible d'entraîner.

Enfin, et plus largement, à la lecture des conclusions de l'enquête, on ne peut que souscrire à cette affirmation de Vincent Dubois : « les vocations pour l'administration culturelle constituent [...] un cas propice à l'étude des rapports entre genre, origine sociale, capital scolaire et orientation professionnelle » (p. 20). En ce sens, et c'était là l'un de ses paris initiaux, l'ouvrage constitue une contribution importante aux interrogations centrales de la sociologie générale contemporaine, dans la lignée de l'approche bourdieusienne : sur un cas spécifique, cette recherche permet en effet d'aborder de manière renouvelée les modalités et les formes contemporaines de reproduction sociale (en particulier dans les classes moyennes) – notamment l'évolution du poids du capital scolaire dans ces processus –, et, corollairement, la problématique du déclassement social, dans une période marquée par l'allongement de la durée des études qui « élève le niveau des attentes, que ce soit en termes de niveau d'emploi (ne pas déchoir) ou de satisfaction au travail (s'épanouir) » (p. 23), face à l'inflation et à la dévaluation corrélative des titres scolaires couplées au chômage de masse, notamment des jeunes.

## Notes

1. S'il existe, pour les États-Unis des années 1980, l'enquête de Paul DiMaggio sur les *arts managers* (DiMaggio, 1987), on ne dénombre, pour le cas français, que peu de travaux proposant une histoire globale des administrateurs et/ou des intermédiaires culturels (bibliothécaires, conservateurs de musée...). Quelques enquêtes ont déjà approché les contours et certains aspects – essentiellement managériaux – de ces différents métiers. Voir par exemple *Sociétés contemporaines* (n° 6 et 7, 2007) ; plus récemment, *Le Mouvement social* (vol. 2, n° 243, 2013) et Lizé, Naudier, Roueff, 2011. Voir aussi Chiapello, 1998.

2. Certains de ces métiers relèvent de ce que l'on nomme aujourd'hui la « médiation culturelle ». En effet, comme le rappelle Vincent Dubois, le rôle des administrateurs culturels « va de la gestion des structures culturelles à la programmation, en passant par des tâches proprement administratives et organisationnelles, de diffusion, de communication ou d'accompagnement du public (la "médiation culturelle"). [...] Précisons enfin que, dans le cas français tout au moins, les positions d'administrateur culturel se trouvent plus fréquemment dans le secteur public et subventionné que dans le secteur marchand, même si les 'industries culturelles' de l'édition ou du cinéma ou le commerce d'art font partie de leur univers professionnel. » (Dubois, 2013, p. 12)

3. Dans l'annexe, Vincent Dubois rappelle qu'il a lui-même souvent été impliqué, en tant qu'enseignant,

dans de telles formations, et qu'il a notamment créé le master « Politique et gestion de la culture » à l'IEP de Strasbourg (Dubois, 2013, p. 191). C'est d'ailleurs aux candidat-e-s à cette formation qu'a été administré en juin 2008 un premier « questionnaire-test qui a permis de réviser les questions et de précoder certaines de celles laissées ouvertes » (Dubois, 2013, p. 192).

4. Cette caractéristique ayant été encore renforcée par l'irruption et la montée en puissance irrésistible des NTIC dans le domaine culturel.

5. Même si l'auteur précise d'emblée qu'il en va tout autrement lorsque l'on regarde le sexe des titulaires effectifs des postes dans l'administration culturelle : « les postes de directeurs, responsables de programmation et de production de l'audiovisuel et des spectacles, auxquels aspirent beaucoup de prétendant(e)s sont pour les deux tiers occupés par des hommes. Ce maintien d'une prééminence masculine ne se limite pas aux postes de direction, dont on sait qu'ils restent souvent occupés par des hommes même dans les secteurs fortement féminisés, puisque les femmes sont également minoritaires au sein des professions culturelles en général (43 % en 2007). [...] Les femmes sont davantage présentes si on raisonne en termes de secteur culturel (48 % des emplois), mais ne sont majoritaires que dans l'édition et la librairie (61%), le patrimoine (61%) et l'enseignement culturel (57%)» (Dubois, 2013, p. 67).

6. Pour des causes multiples, largement étudiées dans d'autres travaux. « Le déclin du prestige des enseignants, d'autant plus durement ressenti que, dans le même temps, les niveaux de recrutement social et scolaire se sont élevés, la dégradation de leurs conditions de travail [...], les effets désincitatifs de la réforme de la formation des enseignants engagée à la fin des années 2000 (la "mastérisation") et ceux de la forte diminution du nombre de postes » (Dubois, 2013, p. 119) constituent les principales.

7. Excluant toutefois des préférences culturelles affichées les pratiques et produits les plus « commerciaux » ou « populaires » (folklore, etc.), *i.e.* les genres les moins légitimes, ce qui éloigne largement les postulant-e-s à l'administration culturelle du relativisme « absolu ». Sur la manière dont ces propensions ont été codées et mesurées, voir les éléments précis fournis dans l'annexe (Dubois, 2013, p. 196 et s). Plus largement, sur ces enjeux, voir Donnat, 1994 ; Lahire, 2004 et 2013.

8. Ces pistes s'inscrivent aussi dans le sillon des résultats présentés dans un ouvrage plus ancien co-dirigé par Vincent Dubois (Dubois, Poirrier, 1998).

## **Bibliographie**

Chiapello È., *Artistes versus managers. Le management culturel face à la culture artiste*, Métailié, 1998.

Coulangeon P. et Duval J. (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, La Découverte, 2013.

Coulangeon P., *Les métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Grasset, 2011.

Coulangeon P., *Sociologie des pratiques culturelles*, La Découverte, 2e éd. 2010.

Demazière D. et Gadéa C. (dir.), *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, La Découverte, 2009.

DiMaggio P., *Managers of the Arts. The Careers and Opinions of Administrators of US Resident Theatres, Art Museums, Orchestras and Community Arts Agencies*, Seven Locks Press, 1987.

Donnat O., *Les Français face à la culture. De l'exclusion à l'éclectisme*, La Découverte, 1994.

Dubois V. et Poirrier P. (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle*



XIXe – XXe siècles, Comité d'Histoire du ministère de la Culture/Fondation Maison des Sciences de l'Homme/La Documentation Française, 1998.

Dubois V., «Du militantisme à la gestion culturelle», dans *Reconversions militantes*, sous la dir. C. Gaubert, M.-H. Lechien et S. Tissot (Sylvie), PUL, 2006.

Dubois V., Bastien C., Freyermuth A. et Matz K., *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Éditions du Croquant, 2012.

Dubois V., *La culture comme vocation*, Raisons d'agir, 2013.

Dubois V., *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Belin, 1999.

Dubois V., Méon J.-M. et Pierru E., *Les mondes de l'harmonie. Enquête sur une pratique musicale amateur*, La Dispute, 2009.

Fabiani J.-L., *Après la culture légitime. Objets, publics, autorités*, L'Harmattan, 2007.

Lahire B., *Dans les plis singuliers du social. Individu, institutions, socialisations*, La Découverte, 2013.

Lahire B., *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2004.

*Le Mouvement social*, 2013, 2, n° 243.

Lizé W., Naudier D. et Roueff O., *Intermédiaires du travail artistique. À la frontière de l'art et du commerce*, La Documentation française, 2011.

Mauger G. (dir.), *Droits d'entrée. Modalités et conditions d'accès aux univers artistiques*, Éditions de la MSH, 2006.

Mauger G. (dir.), *L'accès à la vie d'artiste. Sélection et consécration artistiques*, Éditions du Croquant, 2006.

Naudier D. et Simonet M. (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, La Découverte, 2011.

*Sociétés contemporaines*, 2007, n° 66 et 67.

Suaud C., *La vocation*, Minuit, 1978.